RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Didier Molders, Myriam Fobe, Valérie Locatelli, *Conseillers communaux*.

Séance du 16.10.25

#Objet : Conseil communal - règlement d'ordre intérieur – Modification #

Séance publique

Secrétariat

Le Conseil,
Vu la nouvelle loi communale, l'article 91;
Vu le Code bruxellois de Déontologie ;
Revu ses délibérations :

- #002/19.12.2024/A/0006# - Conseil communal - règlement d'ordre intérieur – approbation
- #002/05.06.2025/A/0020# - Conseil communal - règlement d'ordre intérieur – Modification

Considérant ce qui suit :
Réuni en séance du 10.07.2025, le parlement de la Région de Bruxelles-capitale et l'assemblée réunie de la commission communautaire commune ont adopté le Code bruxellois de Déontologie. Ce code contient les principes, usages et règles de conduite que les mandataires publics bruxellois sont tenus de respecter.
Le Règlement d'ordre intérieur approuvé par le Conseil communal en séance du 19.12.2024 contenait des dispositions liées à la déontologie des mandataires. Les adaptations proposées ci-après visent à intégrer les dispositions du code dans le règlement d'ordre intérieur.
Les modifications touchent les articles 81 à 120 du règlement d'ordre intérieur.
Décide
D'approuver les modifications des articles 81 à 120 du règlement d'ordre intérieur. Ceux-ci sont désormais libellés comme suit :
Chapitre 24 – Code de déontologie
Section 1er - Champ d'application
Article 81. Ratione personae
§ 1er. Le présent chapitre contient le code de déontologie et d'éthique qui s'applique aux mandataires locaux.
Par mandataires locaux, il convient d'entendre:

- Le président du conseil communal ;
- les conseillers communaux ;
- le bourgmestre ;
- Les échevins.

Pour l'application du présent code, sont assimilés à des actes accomplis par les mandataires locaux tels que visés à l'alinéa précédent, les actes accomplis par des tiers agissant pour leur compte.
§ 2. Si une personne externe non-visée au paragraphe 1 du présent article, exerce un mandat au nom de la commune, il lui sera demandé lors de sa désignation d'agir dans le respect des règles qui figurent au présent code de déontologie et d'éthique.
§ 3. Les mandataires locaux devront en outre veiller, même en dehors du cadre de leur mandat, à ne pas développer des comportements qui puissent porter atteinte à l'honneur ou à la dignité de leur mandat.

Article 82. Ratione materiae

Le présent code de déontologie et d'éthique comporte l'ensemble des principes, des règles de comportement, des usages et directives servant de fil conducteur aux mandataires locaux lors de l'exercice de leur mandat.
Le présent code de déontologie et d'éthique complète les règles légales qui s'appliquent aux mandataires locaux ainsi que celles énoncées dans le Code bruxellois de déontologie arrêté par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune. Les mandataires sont responsables du respect de ce code.

Section 2 - Dispositions générales

Article 83. Intérêt général

Les mandataires publics adoptent en toutes circonstances un comportement de nature à confirmer et à renforcer la confiance des citoyens dans l'institution au sein de laquelle ils exercent leur mandat ou leur fonction. À cette fin, ils exercent leur fonction dans le respect des principes suivants: le désintéressement, l'intégrité, la transparence, l'assiduité, l'honnêteté, la responsabilité et le souci de la réputation de l'institution au sein de laquelle ils exercent leur mandat ou leur fonction.
Ils sont tenus à un devoir de dignité et d'exemplarité. Ils s'abstiennent notamment de toute forme de harcèlement moral ou sexuel.
Les mandataires publics ne peuvent faire un usage abusif de leur titre ou de leurs prérogatives. Lors de ses interventions à l'intérieur et à l'extérieur de l'administration communale et dans ses contacts avec des individus, des groupes, des institutions et des entreprises, le mandataire local donne priorité à l'intérêt général sur les intérêts particuliers. Ils ne peuvent se présenter, ni dans l'exercice de leur fonction ni en dehors de celui-ci, comme un service de médiation ou comme un service de plainte. Ils n'utilisent pas les termes «ombudsman», «service de médiation» ou d'autres formulations similaires pour leurs propres activités de service, afin de ne pas créer de confusion avec les services de médiation établis par la loi, le décret ou l'ordonnance. Ils ont le devoir de référer en priorité aux procédures de plaintes et aux services de médiation existants.

Article 84. Discrimination

Le mandataire local est au service de tous les citoyens, sans distinction fondée sur le sexe, l'âge, le handicap, la couleur de peau, la nationalité, la condition sociale, l'orientation sexuelle, la conviction politique, philosophique ou religieuse, la préférence idéologique, la langue, la fortune, l'appartenance à une minorité nationale, la naissance, les sentiments personnels qu'il éprouve à leur égard ou tout autre situation pouvant mener à une discrimination.
Pour ce faire, le mandataire s'abstient de manifester, via son attitude ou comportement, des préjugés ou stéréotypes et s'engage à exercer ses fonctions sans partialité, arbitraire ou favoritisme.
Il s'engage également à respecter la dignité de toute personne, s'abstient de toute forme de violence physique, morale ou verbale ainsi qu'en particulier de toute attitude sexiste et forme de harcèlement moral ou sexuel.

Section 3 - Règles relatives à l'exercice du mandat et des mandats dérivés

Article 85. Principes généraux

Le mandataire local exerce son mandat avec motivation, disponibilité et rigueur. Il participe avec assiduité aux réunions des instances de l'institution locale, ainsi qu'aux réunions auxquelles il est tenu de participer en raison de son mandat au sein de ladite institution locale.
Le mandataire local adopte une démarche proactive en recherchant l'information nécessaire au bon exercice de son mandat et en participant activement aux échanges d'expériences et formations proposées aux mandataires des institutions locales, et ce tout au long de son mandat.
Le mandataire local dépense les deniers publics de manière responsable et gèrent les biens publics comme une personne prudente et raisonnable. Il encourage toute mesure qui favorise l'efficacité de la gestion, la lisibilité des décisions prises et de l'action publique, la culture de l'évaluation permanente ainsi que la

motivation du personnel de l'institution locale.
Il encourage et développe toute mesure qui favorise la transparence de ses fonctions ainsi que de l'exercice et du fonctionnement des services de l'institution locale.

Article 86. Mandats dérivés, autres activités et intérêts financiers

§. 1er.Afin de favoriser la transparence et d'éviter toute apparence de partialité, les mandataires locaux sont tenus, conformément à l'article 8 de l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune du 14 décembre 2017 sur la transparence des rémunérations et des avantages des mandataires publics bruxellois, de déclarer auprès du secrétaire communal dans le mois qui suit leur prestation de serment les mandats, fonctions et fonctions dérivées qu'ils exercent et les rémunérations, avantages de toute nature et frais de représentation perçus en exécution de ceux-ci.
§. 2. Les mandataires locaux ne peuvent exercer des activités en dehors de leur fonction, que ce soit personnellement ou par le biais d'un intermédiaire, qui les mettent dans l'incapacité de remplir leurs obligations officielles, qui portent atteinte à la dignité de leur fonction ou qui affectent la confiance du public dans leur fonction ou leur indépendance.

Article 87. Plafond de rémunération

La somme des rémunérations perçues par les mandataires locaux publics ne peut excéder 150 % du montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants.
Pour vérifier si la somme des rémunérations perçues ne dépasse pas ce plafond, il est pris en compte le montant brut de toutes les rémunérations, indemnités, en ce compris les indemnités pour fonctions spéciales, traitements ou jetons de présence et avantages de toute nature découlant de l'exercice :

- d'un mandat électif européen, fédéral, communautaire, régional et bicommunautaire, ou communal ;
- d'un mandat exécutif ;
- d'un mandat au sein d'une instance internationale ;
- d'un mandat au sein d'un organisme public fédéral, communautaire, régional, bicommunautaire ou local ;
- d'un mandat ou d'une fonction au sein de toute autre structure, publique ou privée, soumise à la législation sur les marchés publics ;
- d'une fonction dérivée des mandats et fonctions précités, élective ou non ;
- d'un mandat dans toute structure, publique comme privée, exercé sur désignation du Gouvernement et/ou du Collège réuni pour les y représenter.

Si la rémunération perçue en rétribution des mandats ou fonctions ci-dessus (à l'exception d'un mandat exercé au sein d'un organisme régional, bicommunautaire ou local) dépasse le plafond de 150 %, les éventuels autres mandats sont exercés à titre gratuit.
Il faut intégrer dans le plafond des rémunérations :

- les indemnités, traitements, jetons de présence, avantages de toute nature, découlant de l'exercice d'un mandat électif, à quelque niveau que ce soit, y compris les indemnités pour fonctions spéciales, soit en tant que présidente ou président, première ou premier vice-président, vice-présidente ou vice-président, secrétaire du Bureau du Parlement et présidente ou président de groupe politique ;
- les rémunérations perçues pour l'exercice d'un mandat dans une instance internationale ;
- les rémunérations d'un mandat exécutif local (bourgmestre, échevin, échevine, présidente ou président de CPAS) régional ou à un autre niveau de pouvoir (ministre) ;
- les rémunérations d'un mandat exécutif (présidente ou président de Conseil d'administration, vice-présidente ou vice-président ou toute autre fonction équivalente ou similaire des organes décisionnels restreints équivalents) ;
- les rémunérations d'un mandat exécutif ou d'une fonction au sein de toute autre structure soumise à la législation des marchés publics (exemples : représentant des pouvoirs publics ou à titre privé au sein d'une asbl ou autre structure subsidiée à plus de 50 % ou rémunérations perçues pour une fonction exercée dans un cabinet ministériel, un parlement, une administration, à quelque niveau que ce soit).

Article 88. Déclaration de mandats

Les membres du Conseil communal doivent déclarer les mandats, fonctions et fonctions dérivées qu'ils exercent, ainsi que les rémunérations, avantages de toute nature et frais de représentation perçus en

exécution de ceux-ci :

- d'un mandat électif européen, fédéral, communautaire, régional et bicommunautaire ou communal ;
- d'un mandat exécutif ;
- d'un mandat au sein d'une instance internationale ;
- d'un mandat au sein d'un organisme public fédéral, communautaire, régional, bicommunautaire ou local ;
- d'un mandat ou d'une fonction au sein de toute autre structure, publique ou privée, soumise à la législation sur les marchés publics ;
- d'une fonction dérivée des mandats et fonctions précités, élective ou non ;
- d'un mandat dans toute structure, publique comme privée, exercé sur désignation du Gouvernement et/ou du Collège réuni pour les y représenter.

Par « fonction », on entend l'occupation d'un emploi, l'exercice d'une mission ou la fourniture de prestations de travail, sous la forme d'un contrat de travail salarié ou assimilé, d'un arrêté, d'une convention ou d'un contrat de services, au sein d'une structure ou d'un organisme soumis à la législation sur les marchés publics.
La rémunération prise en compte pour le calcul du plafond de 150 % vise donc le salaire.
On entend par « fonction dérivée » toute fonction exercée de droit par une ou un mandataire public en raison de son mandat électif ou exécutif, d'un mandat pour lequel elle ou il a été désigné au sein d'une instance internationale, d'un organisme public fédéral, communautaire, régional, bicommunautaire ou local, d'une fondation ou de tout autre organisme privé, public ou mixte dont un ou plusieurs administratrices ou administrateurs sont nommés par le Gouvernement et/ou le Collège réuni, ou encore d'un mandat ou d'une fonction au sein de toute autre structure soumise à la législation sur les marchés publics.
On entend par « fonctions équivalentes ou similaires » : celles exercées par les mandataires qui, en vertu d'un texte législatif, réglementaire ou statutaire applicable à l'organisme au sein duquel il exerce son mandat, dispose d'un titre, d'une attribution ou d'une fonction assimilable légalement, réglementairement ou statutairement aux fonctions de président ou de vice-président dans ce même organisme

Article 89.

§1er. Le mandataire local avise également le secrétaire communal lorsqu'il possède des intérêts financiers substantiels (par exemple des actions ou des options) dans une entreprise avec laquelle la commune fait affaire ou dans laquelle la commune détient une participation.
§2. Les mandats et intérêts financiers substantiels notifiés dans le cadre du paragraphe précédent par un mandataire local sont publics et sont mis à disposition pour consultation.
Tout changement de situation intervenu en cours de mandat est immédiatement communiqué au secrétaire communal. Le secrétaire communal ou un fonctionnaire désigné à cette fin par le secrétaire communal veillera à ce que la liste publique des mandats et intérêts notifiés soit actualisée.

Section 4 – Conflits d'intérêts et apparence de conflit d'intérêts

Article 90. Conflits d'intérêts

Toute forme de conflit d'intérêts est prohibée.
Un conflit d'intérêts existe lorsqu'un mandataire public a un intérêt matériel personnel qui peut l'amener à infléchir indûment son comportement dans l'exercice de ses fonctions en tant que mandataire public. Le mandataire local n'utilise pas son influence ni sa voix pour servir ses intérêts personnels. Il ne le fait pas non plus pour servir l'intérêt particulier d'une autre personne ou l'intérêt d'une organisation dans laquelle il est directement ou indirectement impliqué.
Le mandataire local évite activement et de sa propre initiative toute forme de conflit d'intérêts ou apparence de conflit d'intérêts.
Lorsqu'un mandataire public constate qu'il peut être pris dans un conflit d'intérêts , il le mentionne oralement avant d'intervenir par écrit ou oralement sur toute question relative à cet intérêt.
Lorsqu'il existe dans son chef un conflit d'intérêts, le mandataire public est tenu de s'abstenir de toute autre action.
Le mandataire local est conscient qu'un éventuel conflit d'intérêts ne se limite pas à la délibération ni au vote. Il veillera donc aussi à n'exercer aucune influence durant les autres phases du processus de décision.
Le mandataire local veille lors de ses contacts avec le citoyen à ne jamais donner l'impression que des intérêts particuliers sont ou pourraient être privilégiés.

Article 91. Incompatibilités

Le mandataire local ne peut pas exercer les fonctions énumérées aux articles 71 et 71 bis de la Nouvelle loi communale.

Section 5 - Corruption et apparence de corruption

Article 92. Corruption

Le mandataire local ne peut pas laisser acheter ou orienter son influence ou sa voix par de l'argent, des biens, des services ou d'autres faveurs qui lui seraient données ou promises. Il doit également éviter activement et de sa propre initiative toute apparence de corruption.

Article 93. Acceptation de cadeaux, avantages et services (personnels)

§1er. Le mandataire local ne recevra pas de cadeaux, avantages ou services personnels qui lui seraient offerts par des tiers en raison de sa fonction, à moins qu'il ne soit satisfait à toutes les conditions suivantes:

- un refus rendrait son travail de conseiller impossible;
- l'apparence de corruption ou l'influence est minimale.

§2. Le mandataire local n'utilisera jamais à des fins privées des cadeaux, avantages ou services personnels qu'il est autorisé à accepter pour son travail de mandataire.

§3. Le mandataire local n'acceptera pas de cadeaux qui lui seraient offerts en raison de sa fonction. Sont exclues de cette interdiction, les petites attentions occasionnelles (comme un bouquet de fleurs ou une bouteille de vin), lorsque l'apparence de corruption ou l'influence est minimale et lorsqu'il est satisfait à au moins une des conditions suivantes:

- le refus ou la restitution du cadeau blesserait ou embarrasserait gravement le donateur;
- la remise du cadeau a lieu en public;
- la restitution du cadeau est impossible dans la pratique;
- il s'agit d'un prix que le mandataire local a gagné lors d'une tombola ou d'une activité.

§4. Si le mandataire local entre en possession de cadeaux, il en avisera le secrétaire communal.

En fonction de la nature du cadeau et des circonstances dans lesquelles il a été offert, soit il sera restitué, soit il deviendra la propriété de la commune. Le secrétaire communal enregistre ces dons et leur donne en toute transparence une affectation communale.

§5. Exceptionnellement, le conseil communal peut déroger aux règles régissant l'acceptation de cadeaux. Une telle dérogation ne peut intervenir qu'en public lors d'une séance du conseil communal.

Article 94. Acceptation d'invitations (par exemple à des dîners ou réceptions)

Le mandataire local n'acceptera des invitations (déjeuners, dîners, réceptions et autres) payées ou financées par des tiers que lorsqu'il est satisfait à toutes les conditions ci-dessous:

- l'invitation relève de son travail de mandataire;
- sa présence peut être considérée comme fonctionnelle (tâches protocolaires, représentation formelle de la commune, …);
- l'apparence de corruption ou l'influence est minimale.

Article 95. Acceptation de voyages, séjours et visites de travail

Toute invitation à des visites de travail dont les frais de voyage et de séjour sont payés par des tiers doit toujours être débattue au sein du conseil communal. L'invitation ne peut être acceptée que lorsque la visite revêt une importance démontrable pour la commune et lorsque l'apparence de corruption ou l'influence est minimale. Une telle visite fait toujours l'objet d'un compte rendu écrit au conseil communal..

Section 6 - Utilisation de équipements et ressources de l'administration locale

Article 96. Équipements et ressources de l'administration locale

Le mandataire local se conforme aux règles qui ont été fixées pour l'utilisation des équipements et ressources de l'administration locale, spécialement les délibérations du Conseil communal du 21 janvier 2019 (#002/21.01.2019/A/0006#, BOS 34948; « Données à caractère personnel: Validation des documents attenant à la Charte utilisateur et à la politique de sécurité de l'information ») et du 1er décembre 2022 (#002/01.12.2022/A/0018# ; BOS 55513 ; « Données personnelles: Politique spécifique de Sécurité de l'Information – Contrôle d'accès »).

Le mandataire local se conforme aux règles relatives aux remboursements de frais déterminées par le conseil

communal.

Section 7 - Gestion de l'information

Article 97. Publicité de l'administration

Le conseil communal est soumis au principe de la publicité. Il veille à ce que le collège des bourgmestre et échevins rende accessibles au public toutes les informations pertinentes concernant les dossiers, documents et actes.

Le mandataire local utilise les informations obtenues dans le cadre de l'exercice de sa fonction exclusivement en vue de son travail de conseiller, et non dans son intérêt personnel ou dans l'intérêt particulier de tiers.

Article 98. Communication honnête

Le mandataire local communique honnêtement au sujet des raisons et motifs qui sous-tendent son vote individuel. Par ailleurs, celui-ci communique honnêtement au sujet des raisons et motifs qui sous-tendent une décision prise par le conseil communal dans son ensemble.

Si les mandataires publics reçoivent des informations qui relèvent des compétences d'un autre service ou institution, ils sont tenus de les transmettre.

Les mandataires publics ne peuvent toutefois recueillir des informations qui sont dans des banques de données auxquelles ils n'ont pas accès.

Article 99. Secret professionnel

Lorsque dans l'exercice de son mandat, le mandataire local reçoit ou consulte des informations qui touchent à une question de personne, celui-ci est soumis au secret professionnel tel que visé par l'article 458 de Code pénal lorsque les informations consultées contiennent des données à caractère personnel. Ce secret professionnel s'applique également pour les séances du conseil tenues à huis clos.

La mandataire respecte les règles édictées par la commune à cet égard (délibérations du Conseil communal du 21 janvier 2019 (#002/21.01.2019/A/0006#, BOS 34948; « Données à caractère personnel: Validation des documents attenant à la Charte utilisateur et à la politique de sécurité de l'information ») et du 1er décembre 2022 (#002/01.12.2022/A/0018# ; BOS 55513 ; « Données personnelles: Politique spécifique de Sécurité de l'Information – Contrôle d'accès », spécialement le point 1.7.).

Article 100. Devoir de discrétion

En marge du strict secret professionnel, le mandataire local est également soumis à un devoir de confidentialité à l'égard de toutes les informations qu'il reçoit ou consulte et qui ne touchent pas à une question de personne.

Les mandataires publics s'abstiennent de tout comportement constituant une atteinte illicite à la vie privée et respectent la confidentialité des documents si cette confidentialité a été préalablement établie sur la base d'une loi ou d'un règlement. Ils ne peuvent pas distribuer ces documents ni en divulguer le contenu.

Article 101. Respect de la vie privée et données à caractère personnel

Le mandataire local ne diffuse aucune donnée susceptible de porter atteinte au respect de la vie privée des personnes dont le nom est cité dans les documents et dossiers auxquels il a accès.

Le mandataire local s'engage à respecter à cet égard l'ensemble des obligations imposées par le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) (Règlement (UE) 2016/679).

Section 8 – Communication - relation avec le public

Article 102. Recevoir et fournir des informations

Il relève des tâches essentielles du mandataire local de recevoir et fournir des informations, en particulier concernant les services chargés de fournir des informations et la manière dont le citoyen peut lui-même demander des informations dans le cadre de la publicité de l'administration.

Le mandataire local ne pourra pas fournir d'informations auxquelles le demandeur n'a pas droit, qui sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement de l'administration, qui pourraient porter atteinte à la protection de la vie privée de tiers ou qui ne peuvent pas être divulguées en vertu de dispositions légales ou réglementaires.

Le mandataire prend également en compte la portée et les conséquences du transfert de ces informations ainsi que des décisions qui en découlent.

Les considérations du présent article s'appliquent également lorsque le mandataire utilise tout réseau social dans l'exercice de ses fonctions politiques, notamment lorsqu'il y partage du contenu accessible au public.

La présente disposition d'interdiction continuera à s'appliquer après la fin du mandat du mandataire local.

Article 103. Orientation

Le mandataire local oriente dans la mesure du possible le demandeur correctement et efficacement vers le(s) service(s) administratif(s) compétent(s). Lorsque la question a trait au traitement de plaintes ou de conflits, les intéressés sont dans un premier temps orientés vers le service administratif compétent comme la procédure de plainte auprès de l'administration communale, le service communal de médiation ou l'ombudsman régional. Dans la mesure du possible, il informe le citoyen sur le fonctionnement de ces services et lui indiquent les voies et procédures appropriées pour introduire une demande ou une réclamation ou pour poser une question au service concerné.

Article 104. Connaissance préalable

Les informations, confidentielles ou non, dont le mandataire a une connaissance préalable dans le cadre de son mandat et qui peuvent être d'une grande valeur pour des tiers, ne seront pas transmises avant que l'administration ne les ait rendues publiques. Cette connaissance préalable ne sera pas non plus mise à profit pour en retirer un avantage personnel.

Les informations, confidentielles ou non, dont le mandataire a une connaissance préalable dans le cadre de son mandat et qui ne sont pas encore publiques, ne seront jamais communiquées à la presse, ni directement ni indirectement.

Section 9 - Accompagnement et soutien administratifs

Article 105. Soutien accordé aux citoyens

§ 1. Les demandes d'informations à propos de dossiers individuels doivent se faire dans le respect de la Nouvelle loi communale et du règlement d'ordre intérieur du conseil communal. Elles sont adressées au secrétaire communal.

§ 2. Lorsqu'un mandataire agit dans le cadre d'un accompagnement ou d'un soutien offert à un citoyen dans les relations de celui-ci avec l'administration ou avec les instances concernées, toute correspondance éventuelle à ce sujet sera établie au nom du citoyen. Il ne sera en aucune manière fait mention de l'accompagnement ou du soutien offert par le mandataire.

En cas de plaintes ou conflits, le mandataire doit dans un premier temps orienter le citoyen vers le service administratif compétent.

§ 3. Les interventions en vue d'accélérer le traitement d'un dossier sont des interventions par lesquelles un mandataire local essaie d'accélérer une procédure administrative dans des cas ou dossiers qui, sans son intervention, auraient connu une issue ou un résultat régulier, mais après un délai de traitement plus long.

De telles interventions, parce qu'induisant un traitement inégal des citoyens concernés, sont interdites.

Le mandataire local veille à n'intervenir dans un dossier que lorsque cette intervention est pleinement justifiée, de manière à ne pas surcharger l'administration.

Article 106. Indépendance et objectivité de l'administration

Dans le cadre de l'accompagnement ou du soutien offert aux citoyens, le mandataire respecte l'indépendance des services et des fonctionnaires, l'objectivité des procédures et les délais considérés comme raisonnables pour le traitement de tels dossiers.

Section 10 - Interventions

Article 107. Définitions

Par une intervention, on entend un acte accompli par un mandataire local, en faveur d'un ou de plusieurs citoyens, dans le cadre du traitement d'un dossier individuel ou de la prise d'une décision administrative ou juridictionnelle.

Sauf les cas prévus par la loi, la demande d'information ne constitue pas une intervention au sens du présent chapitre pourvu qu'elle ne s'accompagne ni d'une démarche vis-à-vis d'un service ou d'une institution publique, ni d'une recommandation émanant dudit mandataire.

Article 108. Principes généraux

Chaque mandataire local veille en tout temps à ce qu'une éventuelle intervention respecte la séparation des pouvoirs, l'autonomie des fonctionnaires et des services
concernés, tout comme l'objectivité des procédures et l'égalité de traitement des citoyens.

Les mandataires locaux s'interdisent de prétendre avoir réalisé une intervention donnant indûment l'impression d'être intervenus pour mener à bien un dossier, et ce que le citoyen concerné en ait ou non fait la demande.

Article 109. Interventions auprès d'instances de police et judiciaires

Les interventions d'un mandataire local auprès d'instances de police et judiciaires visant à influencer la prise de décisions juridiques dans des dossiers individuels présentant un lien direct ou indirect avec ses missions

de mandataire sont interdites.

Article 110. Interventions de favoritisme

Les interventions de favoritisme sont des interventions par lesquelles le mandataire local intercède pour influencer l'issue ou le résultat d'une affaire ou d'un dossier dans le sens souhaité par le citoyen qui y a un intérêt. De telles interventions sont interdites.

Article 111. Interventions auprès d'instances procédant à des sélections

Les mandataires locaux peuvent recueillir et transmettre des informations sur les conditions et l'organisation d'examens et de tests d'aptitude, ainsi que sur les procédures de nomination, de désignation et de promotion.. Les mandataires publics peuvent informer les demandeurs d'emploi des offres d'emploi dans le secteur privé et dans le secteur public.

Lorsqu'ils sont membres d'un organe public de sélection, les mandataires locaux s'interdisent de prendre en compte d'autres critères que la compétence requise dans l'appel à candidature, les résultats obtenus lors des procédures d'examen, de concours ou de test d'aptitude ou les critères de composition de l'organe concerné.

Les interventions auprès d'instances procédant à des sélections, qui ont pour objectif d'accroître des chances de nomination, de désignation et de promotion dans l'administration, ne sont pas autorisées.

Les mandataires publics peuvent exercer un contrôle sur l'objectivité d'examens ou de tests d'aptitude afin de prévenir le favoritisme dans l'octroi des positions publiques.

Si une aide est demandée à un mandataire local de la part ou en faveur de candidats qui ambitionnent une fonction, une nomination ou une promotion déterminée, le mandataire local informe les candidats concernés que la nomination, désignation ou promotion sera décidée conformément aux normes et procédures en vigueur. Pour de plus amples informations, il réoriente le candidat vers le service ou l'instance compétente.

Art.112 - Rapport

Le secrétaire communal prend les mesures nécessaires pour que les fonctionnaires en charge consignent toute intervention dans le dossier administratif concerné, quelle que soit la nature de l'intervention ou la qualité de l'intervenant.

Art.113 – Publicité relative au mandat

La publicité directe ou indirecte concernant leurs services d'information, d'orientation ou d'intervention des mandataires locaux, se limite à communiquer une ou plusieurs adresses de contact, avec, par exemple, le nom, la photo, l'indication du mandat et du parti politique, des

heures de rendez-vous, des numéros de téléphone, ainsi que de l'adresse de courrier postal ou électronique, du site internet ou de tout autre moyen de communication électronique ou média social par lesquels ils peuvent être joints.

Cette règle ne s'applique pas aux journaux des partis politiques ni aux publications politiques qu'édite le mandataire lui-même.

Art.114. Interférences avec l'exercice du mandat

Les mandataires publics communiquent, tout au long de leur mandat, aux autorités compétentes les faits et obligations susceptibles d'interférer avec l'exercice de leur

mandat ou d'influer sur l'exercice de leur mandat, et rendent publique toute interférence non autorisée.

Les mandataires publics ne peuvent en aucune manière exercer des activités qui sont dirigées contre les intérêts légitimes de l'institution au sein de laquelle ils exercent leur mandat.

Section 11 - Relations mutuelles et conventions concernant les réunions

Article 115. Relations mutuelles

Les mandataires locaux se traitent mutuellement avec respect et traitent avec respect les membres du conseil communal, du collège et les fonctionnaires de la commune.

Les mandataires locaux font preuve de correction dans leur communication entre eux et à l'égard des membres du conseil communal, du collège des bourgmestre et échevins, du secrétaire communal et des autres fonctionnaires, que cette communication soit verbale, non verbale, écrite ou électronique.

Article 116. Conventions concernant les réunions

Lors des réunions des organes politiques, le mandataire local se conforme au règlement d'ordre intérieur et suit les consignes du président de l'organe à ce sujet.

Le mandataire local s'abstient de tenir en public, et donc aussi lors d'assemblées publiques de conseils et commissions, des propos négatifs au sujet de fonctionnaires communaux.

Article 117. Contacts avec l'administration

Le mandataire local traite les fonctionnaires avec respect et courtoisie. Toute forme d'influence,

d'intimidation, de harcèlement ou de comportement intempestif est interdite.
Le mandataire local se doit de fournir des informations fiables et s'abstient de donner une image négative de l'administration communale.
Le mandataire local traite les fonctionnaires comme des partenaires à part entière. Les deux parties respectent leurs compétences mutuelles, notamment :

- les prérogatives des conseillers communaux ;
- la compétence de décision des organes communaux ;
- les compétences attribuées ou déléguées à certains fonctionnaires ;
- la mission de préparation ou d'exécution de l'administration.

Le mandataire local peut s'attendre de la part des fonctionnaires à une exécution ponctuelle et correcte des décisions prises et des missions confiées par le collège des bourgmestre et échevins. Les fonctionnaires sont uniquement responsables des tâches qui relèvent de leurs compétences et responsabilités et dans la mesure où les ressources nécessaires à l'exécution correcte des tâches ont été mises à leur disposition.
Le mandataire local ne charge les fonctionnaires d'aucune mission ne relevant pas de la compétence de son mandat. Le mandataire ne demande jamais des prestations à titre personnel.

Section 12 - Respect du code de déontologie

Article 118. Respect

Le mandataire local accepte les responsabilités inhérentes au mandat. Il agit donc de manière totalement publique et est prêt à répondre de ses actes au sein du conseil communal, du collège ou des organes d'administration de la personne morale au sein de laquelle il exerce un mandat au nom de la commune.
Il respecte les règles de conduite et les directives reprises dans le présent code de déontologie et d'éthique.
Le mandataire local utilise toutes les ressources pour lutter contre la fraude et la corruption de manière à ce que l'image des pouvoirs publics ne soit pas ternie et à ce qu'aucun dommage financier n'en découle. Il réagit promptement lorsque des actes de fraude ou de corruption éventuels se produisent.
Le mandataire local qui ne respecte pas ce code peut faire l'objet des sanctions édictées par l'article 283, 1° de la Nouvelle loi communale, dans le respect de la procédure édictée par le Chapitre III de la Nouvelle loi communale, le Conseil étant le seul organe à pouvoir statuer en la matière.

Article 119. Prévention des infractions potentielles

Lorsqu'un mandataire local a des doutes quant au fait qu'un acte qu'il veut poser pourrait constituer une infraction au code, il consulte à ce sujet le secrétaire communal ou le fonctionnaire désigné à cette fin par le secrétaire communal.
Lorsqu'un mandataire local a des doutes quant à un acte qu'un autre mandataire local n'a pas encore posé, il prévient ce dernier. Le mandataire local exprime ses doutes et oriente au besoin l'intéressé vers le secrétaire communal ou le fonctionnaire désigné à cette fin par le secrétaire communal.

Article 120. Notification des présomptions d'infractions

Lorsqu'une personne soupçonne qu'une règle du code de déontologie et d'éthique a été enfreinte par un mandataire local, elle peut notifier cette présomption par écrit de préférence dans les 10 jours du constat au secrétaire communal ou au fonctionnaire désigné à cette fin par le secrétaire communal. Le secrétaire communal en avise le président du conseil communal. Les notifications anonymes ne sont pas recevables.
Cette notification est portée sans retard à la connaissance du mandataire concerné.
Cette personne peut également mettre en œuvre la procédure édictée par le règlement relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de la composante interne du signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Annulé par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs Locaux
Lettre du 02.12.2025
Réf. : 2025-166184

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 03 décembre 2025

Le Secrétaire communal,

Etienne Schoonbroodt

La Bourgmestre,

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Didier Molders, Myriam Fobe, Valérie Locatelli, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 16.10.25

#Onderwerp : Gemeenteraad - huishoudelijk reglement - Wijziging #

Openbare zitting

Secretariaat

De Raad,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 91;
Gelet op de Brusselse Deontologische Code;
Gezien zijn beraadslagingen:

- #002/19.12.2024/A/0006# - Gemeenteraad - huishoudelijk reglement – goedkeuring
- #002/05.06.2025/A/0020# - Gemeenteraad - huishoudelijk reglement – wijziging

Overwegende het volgende:
Tijdens de zitting van 10.07.2025 hebben het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de Brusselse Deontologische Code goedgekeurd. Deze code bevat de principes, gebruiken en gedragsregels die de Brusselse publieke mandatarissen moeten naleven.
Het huishoudelijk reglement dat werd goedgekeurd door de Gemeenteraad in de zitting van 19.12.2024 bevatte bepalingen met betrekking tot de deontologie van de mandatarissen. De hierna voorgestelde aanpassingen beogen de integratie van de bepalingen van de code in het huishoudelijk reglement.
De wijzigingen hebben betrekking op de artikelen 81 tot en met 120 van het huishoudelijk reglement.
Besluit
De wijzigingen van de artikelen 81 tot en met 120 van het huishoudelijk reglement goed te keuren. Deze luiden voortaan als volgt:
Hoofdstuk 24. - Deontologische code
Afdeling 1. - Toepassingsgebied
Artikel 81. Ratione personae
§ 1. Dit hoofdstuk bevat de deontologische en ethische code die van toepassing is op lokale mandatarissen.
Onder lokale mandatarissen dient verstaan te worden:

- de voorzitter van de gemeenteraad;
- de gemeenteraadsleden;
- de burgemeester;
- de schepenen.

Voor de toepassing van deze code worden met de handelingen die door de lokale mandatarissen, zoals bedoeld in het vorige lid, worden verricht, gelijkgesteld de handelingen die in hun naam worden gesteld door derden die voor hun rekening handelen.

§ 2. Indien een mandaat namens de gemeente/het OCMW wordt opgenomen door een extern persoon, niet vermeld in paragraaf 1, zal bij diens aanstelling gevraagd worden te handelen in overeenstemming met de regels opgenomen in deze deontologische en ethische code.

§ 3. Lokale mandatarissen moeten er tevens over waken dat zij, ook buiten het kader van hun mandaat, geen gedragingen stellen die afbreuk kunnen doen aan de eer of de waardigheid van hun ambt.

Artikel 82. Ratione materiae

Deze deontologische en ethische code bevat alle principes, gedragsregels, gebruiken en richtlijnen die als leidraad dienen voor lokale mandatarissen tijdens de uitoefening van hun mandaat.

Deze deontologische en ethische code vervolledigt de wettelijke regels die van toepassing zijn op lokale mandatarissen net als de regels van de deontologische code van de Brusselse openbare mandatarissen goedgekeurd door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. De mandatarissen zijn verantwoordelijk voor de naleving van deze code.

Afdeling 2 - Algemene bepalingen

Artikel 83. Algemeen belang

De lokale mandatarissen nemen in alle omstandigheden een houding aan die het vertrouwen van de burger bevestigt en versterkt in de instelling waar zij hun mandaat of hun ambt uitoefenen.

Daartoe nemen zij bij de uitoefening van hun ambt de volgende beginselen in acht: belangeloosheid, integriteit, transparantie, nauwgezetheid, eerlijkheid, verantwoordelijkheid en zorg voor de reputatie van de instelling waar zij hun mandaat of hun ambt uitoefenen.

Zij zijn gehouden tot waardigheid en voorbeeldigheid. In het bijzonder onthouden zij zich van elke vorm van morele of seksuele intimidatie.

De lokale mandatarissen mogen hun titel of hun bevoegdheden niet misbruiken. Bij zijn optreden in en buiten het gemeentebestuur en in zijn contacten met individuen, groepen, instellingen en ondernemingen moet de lokale mandataris het algemeen belang laten voorgaan op particuliere belangen. Zij mogen zich, noch in de uitoefening van hun ambt, noch daarbuiten, voordoen als een ombuds- of een klachtendienst. Zij gebruiken de termen “ombudsman”, “ombudsvrouw”, “ombudsdienst” of andere vergelijkbare samenstellingen met “ombud” niet voor hun eigen dienstverleningsactiviteiten, om geen verwarring te creëren met de, bij wet, decreet of ordonnantie ingestelde ombudsdiensten. Indien een ombuds- of klachtendienst bestaat, hebben zij de plicht daar prioritair naar te verwijzen.

Artikel 84. Discriminatie

De lokale mandataris staat ten dienste van alle burgers, zonder onderscheid van geslacht, leeftijd, handicap, huidskleur, nationaliteit, sociale situatie, seksuele oriëntatie, geloof of levensbeschouwing, ideologische voorkeur of zijn persoonlijke gevoelens ten aanzien van hen.

Daartoe onthoudt de mandataris zich ervan door zijn houding of gedrag blijk te geven van vooroordelen of stereotypen en verbindt hij zich ertoe zijn taken uit te voeren zonder partijdigheid, willekeur of favoritisme.

Hij verbindt zich er ook toe de waardigheid van alle personen te respecteren, zich te onthouden van elke vorm van fysiek, moreel of verbaal geweld en in het bijzonder van elke seksistische houding of elke vorm van morele of seksuele intimidatie.

Afdeling 3 - Regels inzake de uitoefening van het mandaat en van de afgeleide mandaten

Artikel 85. Algemene principes

Bij de uitoefening van zijn mandaat is de lokale mandataris gemotiveerd, beschikbaar en nauwkeurig. Hij woont de vergaderingen van de instanties van de lokale instelling nauwgezet bij, alsook de vergaderingen die hij op grond van zijn mandaat binnen deze lokale instelling moet bijwonen.

De lokale mandataris zoekt gedurende zijn volledige mandaat uit eigen beweging de nodige informatie om dit correct uit te oefenen en neemt actief deel aan het uitwisselen van ervaringen alsook aan opleidingen die de mandatarissen van de lokale instellingen worden aangeboden.

De lokale mandataris besteedt overheidsgeld op een verantwoorde wijze en beheert de overheidsgoederen als een voorzichtig en redelijk persoon. Hij moedigt elke maatregel aan die de efficiëntie van het beheer, de duidelijkheid van de genomen beslissingen en van het overheidsoptreden, de cultuur van continue evaluatie en de motivatie van het personeel van de lokale instelling bevordert.

Hij stimuleert en treft elke maatregel die bevorderlijk is voor de transparantie van zijn functies en van de verlening en werking van de diensten van de lokale instelling.

Artikel 86. Afgeleide mandaten, andere activiteiten en financiële belangen

§. 1er. Om transparantie te bevorderen en elke schijn van partijdigheid te vermijden, zijn de lokale mandatarissen overeenkomstig artikel 8 van de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 betreffende de transparantie en de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen ertoe gehouden binnen de maand na hun eedaflegging bij de gemeentesecretaris aangifte te doen van de mandaten, functies en afgeleide functies die ze uitoefenen, alsook van de bezoldigingen, voordelen van alle aard en representatievergoedingen die ze ontvangen in het kader van de uitoefening ervan.

§.2. Lokale mandatarissen mogen geen activiteiten buiten hun ambt uitoefenen, weze het persoonlijk of door een tussenpersoon, die er toe leiden dat zij hun ambtelijke plichten niet kunnen vervullen, dat de waardigheid van hun ambt in het gedrag wordt gebracht of dat het vertrouwen van het publiek in hun ambt wordt aangetast of hun eigen onafhankelijkheid.

Artikel 87. Maximumbezoldiging

Het bedrag van de bezoldigingen ontvangen door de lokale openbare mandatarissen mag niet hoger zijn dan 150 % van het bedrag van de parlementaire vergoeding ontvangen door de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Om na te gaan of het bedrag van de bezoldigingen die ontvangen worden niet hoger is dan dit plafond, wordt rekening gehouden met het bruto bedrag van alle bezoldigingen, vergoedingen, met inbegrip van de vergoedingen voor bijzondere functies, wedden, presentiegelden en voordelen van alle aard in het kader van de uitoefening van:

- een Europees, federaal, communautair, gewestelijk en bicommunautair of gemeentelijk kiesmandaat;
- een uitvoerend mandaat;
- een mandaat in een internationale instelling;
- een mandaat in een federale, communautaire, gewestelijke, bicommunautaire of lokale openbare instelling;
- een mandaat of een functie in elke andere openbare of private structuur onderworpen aan de wetgeving op de overheidsopdrachten;
- een afgeleide functie, al dan niet een kiesfunctie, van de voornoemde mandaten en functies;
- een mandaat in elke andere privé- en overheidsstructuur, uitgeoefend na aanstelling door de Regering en/of het Verenigd College om er die te vertegenwoordigen.

Als de bezoldiging ontvangen bij wijze van vergoeding voor de voormelde mandaten of functies (met uitzondering van een mandaat uitgeoefend in een gewestelijke, bicommunautaire of lokale instelling) de grens van 150 % overschrijdt, worden eventuele andere mandaten onbezoldigd uitgeoefend.

Voor de maximumbezoldiging dienen in aanmerking genomen te worden:

- vergoedingen, wedden, presentiegelden en voordelen van alle aard in het kader van de uitoefening van een kiesmandaat, ongeacht het niveau, met inbegrip van vergoedingen voor bijzondere functies, zijnde als voorzitter, eerste vicevoorzitter, secretaris van het Bureau van het Parlement en fractievoorzitter;
- bezoldigingen ontvangen voor de uitoefening van een mandaat in een internationale instelling;
- bezoldigingen voor een uitvoerend mandaat, ongeacht of dit lokaal (burgemeester, schepen, OCMW-voorzitter), gewestelijk of op een ander bevoegdheidsniveau (minister) is;
- bezoldigingen voor een uitvoerend mandaat (voorzitter van raad van bestuur, vicevoorzitter of elke andere gelijkwaardige of gelijkaardige functie in gelijkwaardige beperkte beslissingsorganen);
- bezoldigingen voor een uitvoerend mandaat of een functie in elke andere structuur onderworpen aan de wetgeving op de overheidsopdrachten (voorbeelden: vertegenwoordiger van de overheid of op persoonlijke titel in een vzw of een andere voor meer dan 50 % gesubsidieerde structuur of bezoldigingen voor een functie uitgeoefend in een ministerieel kabinet, een parlement, een bestuur, ongeacht het niveau).

Artikel 88. Aangifte van mandaten

De gemeenteraadsleden moeten aangifte doen van alle mandaten, functies en afgeleide functies die zij

uitoefenen, alsook van de bezoldigingen, voordelen van alle aard en representatiekosten die ze ontvangen in het kader van de uitoefening van:

- een Europees, federaal, communautair, gewestelijk en bicommunautair of gemeentelijk kiesmandaat;
- een uitvoerend mandaat;
- een mandaat in een internationale instelling;
- een mandaat in een federale, communautaire, gewestelijke, bicommunautaire of lokale openbare instelling;
- een mandaat of een functie in elke andere openbare of private structuur onderworpen aan de wetgeving op de overheidsopdrachten;
- een afgeleide functie, al dan niet een kiesfunctie, van de voornoemde mandaten en functies;
- een mandaat in elke andere privé- en overheidsstructuur, uitgeoefend na aanstelling door de Regering en/of het Verenigd College om er die te vertegenwoordigen.

Onder "functie" verstaat men: een baan, de uitoefening van een opdracht of de levering van arbeidsprestaties, in de vorm van een arbeidsovereenkomst in loondienst of daaraan gelijkgesteld, van een besluit, van een verdrag of een dienstovereenkomst, binnen een aan de wetgeving op de overheidsopdrachten onderworpen structuur of instelling.
De bezoldiging die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het maximum van 150 % betreft dus het salaris.
Men verstaat onder "afgeleid mandaat": elke functie van rechtswege uitgeoefend door een openbare mandataris uit hoofde van zijn kiesmandaat of uitvoerend mandaat, van een mandaat waarvoor hij aangesteld werd in een internationale instelling, in een federale, communautaire, gewestelijke, bicommunautaire of lokale openbare instelling, een stichting of elk ander privaat, openbaar of gemengd orgaan waarvan een of meer bestuurders benoemd zijn door de Regering en/of het Verenigd College, of een mandaat of een functie in elke andere structuur onderworpen aan de wetgeving op de overheidsopdrachten.
Onder "gelijkaardige of vergelijkbare functies" wordt verstaan: functies uitgeoefend door mandatarissen die krachtens een wetgevende, reglementerende of statutaire tekst die van toepassing is op de instelling waar ze hun mandaat uitoefenen, over een titel, bevoegdheid of functie beschikken die wettelijk, reglementair of statutair vergelijkbaar is met de functie van voorzitter of ondervoorzitter bij diezelfde instelling.

Artikel 89.

§ 1. De lokale mandataris meldt het ook aan de gemeentesecretaris als hij substantiële financiële belangen heeft (bijvoorbeeld aandelen of opties) in een onderneming waarmee de gemeente zaken doet of waarin de gemeente een belang heeft.
§ 2. De in het kader de voorgaande paragraaf door een lokale mandataris aangegeven mandaten en substantiële financiële belangen zijn openbaar en ter inzage beschikbaar.
Iedere verandering in de toestand in de loop van het mandaat moet onmiddellijk aan de gemeentesecretaris gemeld worden. De gemeentesecretaris of de daartoe door de gemeentesecretaris aangewezen ambtenaar zorgt ervoor dat deze openbare lijst met de aangegeven mandaten en belangen up-to-date wordt gehouden.

Afdeling 4 – Belangenconflicten en schijn van belangenconflicten

Artikel 90. Belangenconflicten

Elke vorm van belangenconflict is verboden.
Van een belangenconflict is sprake, wanneer een lokale mandataris een persoonlijk materieel belang heeft dat een ongewenste invloed kan hebben op de wijze waarop hij/zij zijn/haar taken als openbare mandataris uitoefent.
De lokale mandataris gebruikt zijn invloed en stem niet voor zijn persoonlijke belangen. Dit doet hij evenmin voor het persoonlijke belang van een ander persoon of het belang van een organisatie waarin hij rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken is.
De lokale mandataris vermijdt actief en uit zichzelf alle vormen van belangenvermenging of schijn van belangenvermenging.
Wanneer een lokale mandataris vaststelt dat hij/zij in een belangenconflict kan komen, maakt hij/zij er mondeling melding van alvorens schriftelijk of mondeling tussen te komen in verband met welk vraagstuk ook dat op dat belang betrekking heeft.
De lokale mandataris dient bij zijn/haar tussenkomsten waarbij hij/zij een belangenconflict heeft, zich van verder handelen te onthouden.

De lokale mandataris beseft terdege dat een mogelijk belangenconflict niet beperkt is tot de beraadslaging of stemming. Hij tracht dan ook op geen enkele manier te wegen op de andere fases van het besluitvormingsproces.
De lokale mandataris zorgt dat bij contacten met de burger nooit de schijn gewekt wordt dat particuliere belangen worden of zouden kunnen worden begunstigd.

Artikel 91. Onverenigbaarheden

De lokale mandataris mag de in artikels 71 en 71 bis van de Nieuwe Gemeentewet opgesomde functies niet uitoefenen.

Afdeling 5 - Omkoping en schijn van omkoping

Artikel 92. Omkoping

De lokale mandataris mag zijn invloed of stem niet verkopen of laten beïnvloeden voor geld, goederen, diensten of andere gunsten die hem aangeboden of beloofd werden. Hij moet actief en uit eigen beweging elke schijn van omkoping vermijden.

Artikel 93. Aanvaarding van (persoonlijke) geschenken, voordelen en diensten

§ 1. De lokale mandataris neemt geen geschenken, voordelen of diensten aan die hem door derden worden aangeboden in verband met zijn functie, tenzij alle volgende voorwaarden vervuld zijn:

- een weigering zou zijn werk als raadslid onmogelijk maken;
- de schijn van omkoping of beïnvloeding is minimaal.

§ 2. De lokale mandataris gebruikt persoonlijke geschenken, voordele, of diensten die voor zijn werk als mandataris aangenomen mogen worden nooit voor privédoeleinden.
§ 3. De lokale mandataris neemt geen geschenken aan die hem in verband met zijn functie worden aangeboden. Sporadische, kleine attenties (zoals een bloemetje of een fles wijn), waarbij de schijn van omkoping of beïnvloeding minimaal is, vallen daarentegen niet onder dit verbod, voor zover minstens een van de volgende voorwaarden is vervuld:

- het weigeren of teruggeven van het geschenk zou de schenker diep kwetsen of bijzonder in verlegenheid brengen;
- het geschenk wordt publiekelijk overhandigd;
- het terugbezorgen van het geschenk is praktisch onwerkbaar;
- het betreft een prijs die door de lokale mandataris gewonnen wordt bij een tombola of activiteit.

§ 4. Als de lokale mandataris geschenken verwerft, meldt hij dit aan de gemeentesecretaris.
Afhankelijk van het soort geschenk en de omstandigheden van de schenking wordt het ofwel terugbezorgd, ofwel eigendom van de gemeente. De gemeentesecretaris registreert deze giften en geeft ze in alle transparantie een gemeentelijke bestemming.
§ 5. In uitzonderlijke omstandigheden mag de gemeenteraad afwijken van de regels voor het aannemen van geschenken. Een dergelijke afwijking is enkel mogelijk op een openbare zitting van de gemeenteraad.

Artikel 94. Aanvaarding van uitnodigingen (voor bijvoorbeeld diners of recepties)

De lokale mandataris aanvaardt uitnodigingen (lunches, diners, recepties en andere) die door derden betaald of gefinancierd worden enkel wanneer aan alle onderstaande voorwaarden voldaan is:

- de uitnodiging kadert in zijn werk als mandataris;
- zijn aanwezigheid kan als werkgerelateerd worden beschouwd (protocollaire taken, formele vertegenwoordiging van de gemeente, enz.).
- de schijn van omkoping of beïnvloeding is minimaal.

Artikel 95. Aanvaarding van reizen, verblijven en werkbezoeken

Elke uitnodiging voor werkbezoeken waarvan de reis- en verblijfkosten worden betaald door derden moet besproken worden in de gemeenteraad. De uitnodiging mag slechts aanvaard worden wanneer het bezoek aantoonbaar van belang is voor de gemeente en de schijn van omkoping of beïnvloeding minimaal is. Van een dergelijk bezoek moet steeds een schriftelijk verslag gedaan worden aan de gemeenteraad.

Afdeling 6 - Gebruik van uitrustingen en middelen van het plaatselijk bestuur

Artikel 96. Uitrustingen en middelen van het plaatselijk bestuur

De lokale mandataris leeft de vastgelegde regels betreffende het gebruik van uitrustingen en middelen van

het plaatselijk bestuur na, in het bijzonder de beraadslagingen van de gemeenteraad van 21 januari 2019 (#002/21.01.2019/A/0006#, BOS 34948; "Persoonsgegevens: validatie van documenten verbonden aan de regels voor de gebruiker en het informatieveiligheidsbeleid") en van 1 december 2022 (#002/01.12.2022/A/0018# ; BOS 55513; "Persoonsgegevens: Specifiek informatiebeveiligingsbeleid - Toegangscontrole").
De lokale mandataris leeft de door de gemeenteraad vastgelegde regels betreffende de onkostenvergoedingen na.

Afdeling 7 - Omgaan met informatie

Artikel 97. Openbaarheid van bestuur

De gemeenteraad is onderworpen aan het openbaarheidsbeginsel. Hij ziet erop toe dat het college van burgemeester en schepenen alle relevante informatie aangaande dossiers, stukken en akten voor het publiek toegankelijk maakt.
De lokale mandataris gebruikt de informatie die hij verkrijgt tijdens de uitoefening van zijn functie enkel voor zijn werk als raadslid, en niet voor zijn of andermans persoonlijk belang.

Artikel 98. Eerlijke communicatie

De lokale mandataris communiceert eerlijk over de redenen en motieven op basis waarvan hij individueel gestemd heeft. Daarnaast communiceert hij eerlijk over de reden en motieven op basis waarvan de gemeenteraad als geheel de beslissing genomen heeft.
Indien de lokale mandatarissen informatie ontvangen die tot de bevoegdheid van een andere dienst of instelling behoort, zijn zij verplicht om deze door te geven.
De lokale mandatarissen mogen echter geen informatie verzamelen uit databanken, waar zij geen toegang toe hebben.

Artikel 99. Beroepsgeheim

Indien de lokale mandataris tijdens de uitoefening van zijn functie informatie krijgt of raadpleegt die betrekking heeft op een persoonlijke aangelegenheid, geldt voor hem het beroepsgeheim als bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek wanneer de geraadpleegde informatie persoonsgegevens bevat. Dit beroepsgeheim geldt ook voor raadszittingen achter gesloten deuren.
De lokale mandataris leeft de door de gemeente in dit kader opgelegde regels na (beraadslagingen van de gemeenteraad van 21 januari 2019 (#002/21.01.2019/A/0006#, BOS 34948; "Persoonsgegevens: validatie van documenten verbonden aan de regels voor de gebruiker en het informatieveiligheidsbeleid") en van 1 december 2022 (#002/01.12.2022/A/0018# ; BOS 55513; "Persoonsgegevens: Specifiek informatiebeveiligingsbeleid - Toegangscontrole", in het bijzonder punt 1.7.).

Artikel 100. Discretieplicht

Naast een strikt beroepsgeheim heeft de lokale mandataris ook voor zaken die geen persoonlijke aangelegenheid betreffen een geheimhoudingsplicht met betrekking tot alle informatie die hij ontvangt of raadpleegt.
De lokale mandatarissen onthouden zich van elk gedrag dat een onrechtmatige inmenging in het privéleven inhoudt en nemen de vertrouwelijkheid van stukken in acht, indien deze vertrouwelijkheid vooraf werd vastgesteld op basis van een wet of reglement. Zij mogen die documenten niet verspreiden en evenmin de inhoud ervan bekendmaken.

Artikel 101. Bescherming van het privéleven en persoonlijke gegvens

De lokale mandataris verspreidt geenszins gegevens die een inbreuk kunnen uitmaken op de persoonlijke levenssfeer van personen van wie de naam geciteerd wordt in stukken en dossiers die hij kan inkijken.
In dit opzicht verbindt de lokale mandataris zich ertoe te voldoen aan alle verplichtingen die worden opgelegd door de General Data Protection Regulation (GDPR) (Verordening (EU) 2016/679).

Afdeling 8 - Communicatie - Omgaan met het publiek

Artikel 102. Informatie ontvangen en verstrekken

Het ontvangen en verstrekken van informatie behoort tot de essentiële taken van de lokale mandataris, in het bijzonder met betrekking tot de diensten die verantwoordelijk zijn voor het verstrekken van informatie en de wijze waarop de burger om informatie kan verzoeken in het kader van de bekendmaking van de administratie.
De lokale mandataris mag geen informatie verstrekken waarop de aanvrager geen recht heeft, die de goede werking van de administratie zou kunnen belemmeren, die inbreuk zou kunnen maken op de persoonlijke levenssfeer van derden of die krachtens wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen niet openbaar mag

worden gemaakt.
De gemachtigde houdt ook rekening met de draagwijdte en de gevolgen van de overdracht van dergelijke informatie en van de besluiten die daaruit voortvloeien.
De overwegingen van dit artikel zijn ook van toepassing wanneer de vertegenwoordiger een sociaal netwerk gebruikt bij de uitoefening van zijn of haar politieke functies, in het bijzonder bij het delen van voor het publiek toegankelijke inhoud.
Dit verbod blijft ook gelden na afloop van het mandaat van de lokale mandataris.

Artikel 103. Doorverwijzing

De lokale mandataris verwijst de vragensteller in de mate van het mogelijke correct en doelmatig door naar de bevoegde administratieve diensten. Indien de vraag een klacht- of conflictbehandeling betreft, worden de betrokkenen in de eerste plaats doorverwezen naar de bevoegde administratieve dienst zoals de gemeentelijke klachtenprocedure, de gemeentelijke bemiddelingsdienst of de gewestelijke ombudsdienst. Hij licht de burger in over de werking van die diensten en informeert hem over de geschikte kanalen en procedures om een aanvraag of een klacht in te dienen of om de betrokken dienst een vraag te stellen.

Artikel 104. Voorkennis

Vertrouwelijke of niet-vertrouwelijke informatie waarvan de mandataris in het kader van zijn mandaat voorkennis kreeg en die voor derden erg waardevol kan zijn, wordt niet bezorgd voordat de administratie deze openbaar heeft gemaakt. Deze voorkennis mag evenmin worden aangewend om er persoonlijk voordeel uit te halen.
Vertrouwelijke of niet-vertrouwelijke informatie waarvan de mandataris in het kader van zijn mandaat voorkennis kreeg en die nog niet openbaar werd gemaakt, wordt nooit rechtstreeks of onrechtstreeks aan de pers bezorgd.

Afdeling 9 - Administratieve begeleiding en ondersteuning

Artikel 105. Ondersteuning van burgers

§ 1. Informatieaanvragen betreffende individuele dossiers dienen te gebeuren met inachtneming van de Nieuwe Gemeentewet en het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad. Ze worden gericht aan de gemeentesecretaris.
§ 2. Wanneer een mandataris handelt in het kader van een begeleiding of ondersteuning van een burger in de relatie van deze laatste met het bestuur of de betrokken instanties, zal elke eventuele correspondentie hierover opgesteld worden in naam van de burger. Er wordt op geen enkele wijze melding gemaakt van de begeleiding of ondersteuning door de mandataris.
In geval van klachten of conflicten moet de mandataris de burger in eerste instantie doorverwijzen naar de bevoegde administratieve dienst.
§ 3. Bespoedigingstussenkomsten zijn tussenkomsten waarbij een lokale mandataris een administratieve procedure probeert te bespoedigen in gevallen of in dossiers die zonder zijn tussenkomst een regelmatige afloop of resultaat zouden krijgen, maar dan na verloop van een langere behandelingstermijn.
Dergelijke tussenkomsten komen neer op een ongelijke behandeling van de betrokken burgers en zijn verboden.
De lokale mandataris waakt erover dat hij alleen tussenkomt in een dossier als dit volledig gerechtvaardigd is om overbelasting van de administratie te vermijden.

Artikel 106. Onafhankelijkheid en objectiviteit van de administratie

Bij de begeleiding en ondersteuning van burgers eerbiedigt de mandataris de onafhankelijkheid van de diensten en de ambtenaren, de objectiviteit van de procedures en de termijnen die als redelijk beschouwd moeten worden voor de afhandeling van de betrokken dossiers.

Afdeling 10 - Tussenkomsten

Artikel 107. Definities

Onder een tussenkomst wordt verstaan een handeling die een lokale mandataris stelt ten gunste van een of meerdere burgers, in het kader van de behandeling van een individueel dossier of het nemen van een administratieve of gerechtelijke beslissing.
Behalve in de gevallen bepaald door de wet, zijn vragen om informatie, geen tussenkomst in de zin van dit hoofdstuk, voor zover die niet gepaard gaan met een initiatief ten overstaan van een dienst of publieke instelling, noch met een aanbeveling uitgaande van die lokale mandataris.

Artikel 108. Algemene beginselen

Elke lokale mandataris waakt er te allen tijde over dat een eventuele tussenkomst de scheiding der machten,

de autonome beslissingsbevoegdheid van de ambtenaren en
van de betrokken diensten, evenals de objectiviteit van de procedures en de gelijke behandeling van de burgers eerbiedigt.
De lokale mandatarissen onthouden zich van elke bewering dat zij een tussenkomst hebben gedaan die ten onrechte de indruk wekt te zijn tussengekomen om een dossier tot een goed einde te brengen, ongeacht of de betrokken burger daar al dan niet om heeft gevraagd.

Artikel 109. Tussenkomsten bij politiediensten en gerechtelijke diensten

Tussenkomsten van een lokale mandataris bij politiediensten en gerechtelijke diensten met het oog op het beïnvloeden van juridische beslissingen in individuele dossiers die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met zijn opdrachten als mandataris zijn verboden.

Artikel 110. Tussenkomsten met het oog op favoritisme

Tussenkomsten met het oog op favoritisme zijn tussenkomsten waarbij de lokale mandataris tussenbeide komt om de afloop of het resultaat van een zaak of een dossier te beïnvloeden in de door de belanghebbende burger gewenste zin. Dergelijke tussenkomsten zijn verboden.

Artikel 111. Tussenkomsten bij selectie-instanties

De lokale mandatarissen mogen informatie verzamelen en doorgeven over de voorwaarden en organisatie van examens en geschiktheidstests, alsook over de procedures van benoeming, aanstelling en bevordering. De openbare mandatarissen mogen werkzoekenden op de hoogte brengen van werkaanbiedingen in de particuliere en de overheidssector.
Wanneer zij lid zijn van een publiek selectieorgaan, met geen andere criteria rekening te houden dan met de bekwaamheid zoals vereist in de oproep tot kandidaten, de resultaten die werden behaald tijdens het examen, het vergelijkend examen of de geschiktheidstest of de samenstellingscriteria van het betrokken orgaan.
Tussenkomsten bij selectie- instanties om de kansen op benoeming, aanstelling en bevordering in de administratie te verhogen, zijn niet toegelaten.
De lokale mandatarissen mogen toezicht uitoefenen op de objectiviteit van examens of geschiktheidstests om bevoordeling bij de toekenning van openbare functies te voorkomen.
Indien een lokale mandataris om hulp wordt verzocht door of ten gunste van kandidaten voor een welbepaalde functie, aanstelling of bevordering, deelt de lokale mandataris de betrokken kandidaten mee dat over de benoeming, aanstelling of bevordering beslist zal worden overeenkomstig de geldende normen en procedures.

Art.112 - Verslag

De gemeentesecretaris treft de nodige maatregelen opdat de bevoegde ambtenaren elke tussenkomst in het betrokken administratief dossier registreren, ongeacht de aard van de tussenkomst of de hoedanigheid van de tussenkomende persoon.

Art. 113 Bekendmaking van het mandaat

Rechtstreekse of onrechtstreekse publiciteit door de lokale mandatarissen voor hun dienstverlening op het vlak van informatieverstrekking, doorverwijzing of tussenkomst wordt beperkt tot het meedelen van een of meer contactadressen, met bijvoorbeeld naam, foto, mandaat en politieke partij, de spreekuren, de telefoonnummers, alsook het post of e-mailadres, de website of enig ander elektronisch communicatiemiddel of sociaal medium via dewelke zij te bereiken zijn.
Die regel geldt niet voor bladen van politieke partijen of door de mandataris zelf uitgegeven politieke publicaties.

Art. 114 Inmenging in het mandaat

De lokale mandatarissen delen tijdens de hele duur van hun mandaat aan de bevoegde instanties de feiten en verplichtingen mee die op de uitoefening van hun mandaat kunnen inwerken, of er een invloed op kunnen hebben, en maken elke ongeoorloofde beïnvloeding kenbaar.
De lokale mandatarissen mogen op geen enkele manier activiteiten uitoefenen die gericht zijn tegen de rechtmatige belangen van de instelling waar zij hun mandaat uitoefenen.

Afdeling 11 - Onderlinge omgang en afspraken over vergaderingen

Artikel 115. Onderlinge omgang

Lokale mandatarissen gaan respectvol om met elkaar om en behandelen de leden van de gemeenteraad, het college en de ambtenaren van de gemeente met respect.
Lokale mandatarissen zijn correct in hun communicatie met elkaar en met de leden van de gemeenteraad, het college van burgemeester en schepenen, de gemeentesecretaris en andere ambtenaren, om het even of deze

communicatie verbaal, non-verbaal, schriftelijk of elektronisch is.

Artikel 116. Afspraken over vergaderingen

Tijdens vergaderingen van de politieke organen leeft de lokale mandataris het reglement van inwendige orde na en volgt hij de richtlijnen van de voorzitter van het orgaan hierover op.

De lokale mandataris onthoudt zich in het openbaar, en dus ook in openbare vergaderingen van de raad en commissies, van negatieve uitlatingen over gemeentelijke ambtenaren.

Artikel 117. Omgang met de administratie

De lokale mandataris gaat op een respectvolle en hoffelijke wijze om met de ambtenaren. Elke vorm van beïnvloeding, intimidatie, pesterij of ongewenst gedrag is verboden.

De lokale mandataris geeft betrouwbare informatie en plaatst het gemeentebestuur niet in een slecht daglicht.

De lokale mandataris gaat met ambtenaren om als volwaardige partners. Beide partijen eerbiedigen elkaars bevoegdheden, meer bepaald:

- de prerogatieven van de gemeenteraadsleden;
- de beslissingsbevoegdheid van de gemeentelijke organen;
- de aan welbepaalde ambtenaren toegewezen of gedelegeerde bevoegdheden;
- de beleidsvoorbereidende en uitvoerende opdracht van de administratie.

De lokale mandataris mag van ambtenaren een tijdige en correcte uitvoering van de genomen beslissingen en van de door het college van burgemeester en schepenen toevertrouwde opdrachten verwachten. Ambtenaren zijn enkel verantwoordelijk voor de taken die binnen hun bevoegdheid en verantwoordelijkheid vallen en voor zover de nodige middelen voor de correcte uitvoering van de taken ter beschikking worden gesteld.

De lokale mandataris belast ambtenaren niet met opdrachten die buiten de bevoegdheid van zijn mandaat vallen. De mandataris vraagt nooit enige persoonlijke dienst.

Afdeling 12 - Naleving van de deontologische code

Artikel 118. Naleving

De lokale mandataris aanvaardt de verantwoordelijkheden die eigen zijn aan het mandaat. Hij handelt bijgevolg in volledige openbaarheid en is bereid voor zijn daden verantwoording af te leggen binnen de gemeenteraad, het college of de bestuursorganen van de rechtspersoon waarbinnen hij namens de gemeente een mandaat uitoefent.

Hij leeft de gedragsregels en de richtlijnen van deze deontologische code na.

De lokale mandataris bestrijdt fraude en omkoping met alle middelen opdat het imago van de overheid niet geschonden wordt en er geen enkele financiële schade uit voortvloeit. Hij reageert prompt bij mogelijke gevallen van fraude of omkoping.

De lokale mandataris die deze code niet naleeft, kan het voorwerp uitmaken van de sancties vastgelegd in artikel 283, 1° van de Nieuwe Gemeentewet, met inachtneming van de procedure vastgelegd in hoofdstuk III van de Nieuwe Gemeentewet, waarbij de raad het enige orgaan is dat bevoegd is om hierover een beslissing te nemen.

Artikel 119. Voorkomen van mogelijke schendingen

Indien een lokale mandataris twijfelt of een handeling die hij wil verrichten een schending van de code zou kunnen zijn, vraagt hij hierover de mening van de gemeentesecretaris of van de daartoe door de gemeentesecretaris aangestelde ambtenaar.

Indien een lokale mandataris twijfels heeft over een nog niet gestelde handeling van een andere lokale mandataris, dan waarschuwt hij die persoon. De lokale mandataris formuleert zijn twijfels en verwijst de betrokkene indien nodig door naar de gemeentesecretaris of de daartoe door de gemeentesecretaris aangestelde ambtenaar.

Artikel 120. Melden van vermoedens van schendingen

Indien een persoon vermoedt dat een regel van de deontologische en ethische code is geschonden door een lokale mandataris, dan kan hij hiervan bij de gemeentesecretaris of de daartoe door de gemeentesecretaris aangestelde ambtenaar schriftelijk melding maken, bij voorkeur binnen de 10 dagen na de vaststelling. De gemeentesecretaris brengt de voorzitter van de gemeenteraad hiervan op de hoogte. Anonieme meldingen zijn niet ontvankelijk.

Deze melding wordt onverwijld ter kennis gebracht aan de betrokken mandataris.

Deze persoon kan eveneens de procedure vastgelegd in het reglement betreffende de oprichting, organisatie en werking van de interne component van het systeem voor de melding van een veronderstelde

integriteitsschending opstarten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Geannuleerd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met plaatselijke besturen.
Brief van 02.12.2025
Ref : 2025-166184

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 03 december 2025

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos